

République Française



Commune de SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE

DECISION DE NON OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE - INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS NON SOUMIS A PERMIS D'AMENAGER

DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DOSSIER N° DP 70467 25 00055

dossier déposé complet le 21/11/2025

Demandeur : Madame Valérie GALLAIRE

Demeurant : 20 Rue Henri Lebrun 70800 SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE

Projet : Réfection de la toiture à l'identique et mise en peinture de la facade en 2 couleurs

Sur un terrain sis : 20 Rue Henri Lebrun 70800 SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE

Cadastré : A1116

SURFACE DE PLANCHER

Existante : m²

Créée : m²

Démolie : m²

EMPRISE AU SOL

Existante : m²

Créée : m²

Démolie : m²

Date d'affichage de la demande en mairie :

...24/11/25...

Date de notification au demandeur :

...09/12/25...

Date de transmission au contrôle de la légalité :

.....

Le Maire,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment le livre IV ;

Vu la loi relative à la liberté de la création, de l'architecture et du patrimoine (LCAP) du 07 juillet 2016 ;

Vu l'article L 621-31 du Code du Patrimoine (article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques) ;

Vu le plan local d'urbanisme du Val de Semouse approuvé par délibération du conseil communautaire le 19 décembre 2007, modifié le 16 septembre 2009, le 10 novembre 2010 et le 19 décembre 2012, révisé le 19 décembre 2012 ;

Vu la demande de déclaration préalable - installations et aménagements non soumis à permis d'aménager susvisée ;

Vu les plans et documents annexés ;

Vu l'avis de l'Architecte des bâtiments de France en date du 28 novembre 2025 ;

Vu l'avis préalable favorable du Maire en date du 24/11/2025.

ARRETE

Article unique : Il n'est pas fait opposition à l'objet de la demande susvisée.

Fait à SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE

Le ..08..12..85

Le Maire,



N.B. : Recommandations de l'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Haute-Saône et de Territoire de Belfort :

Afin d'assurer une insertion paysagère du projet, il conviendrait d'intégrer les recommandations suivantes :

Couverture:

- Il conviendrait de prévoir des tuiles mécaniques en terre cuite, à double côtes ou losangées, de couleur rouge nuancé. La densité des tuiles sera de 14 unités/m² au minimum.
- Les rives seront réalisées à l'aide de planche de bois couverte de zinc mat, tout en conservant la finesse d'origine. Aucune tuile à rabat n'est autorisée.
- Tous les éléments de zinguerie (chéneaux, descentes d'eau, solins, rives, etc...) seront en zinc naturel.
- Les débords de toiture ne seront pas caissonnés et les chevrons resteront apparents.
- Les sous-faces de toit seront en bois peint de teinte brun foncé.
- La couverture zinc à joint debout ou tuiles du chien assis sera reprise à l'identique de l'existant.

Façade:

- Le gris et le gris anthracite sont des teintes inadaptées en centre ancien. Le fond de façade devrait être remise en peinture à l'identique de l'existant, en beige ocré ou alors RAL 1015.
- Le soubassement devrait s'aligner sur le soubassement du front bâti existant et être de teinte équivalente ou alors deux tons plus foncés que le fond de façade. Le balcon devrait être repeint soit de teinte équivalente, RAL 1019 ou RAL 7022.
- La boîte aux lettres devrait être repeinte à l'identique du fond de façade.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet : www.telerecours.fr